Matérialités européennes

Appel à communications pour des journées d'étude internationales

Liège (Belgique) – 22 et 23 juin 2026

Contact : eumats@proton.me

Les journées d'étude sur les « matérialités européennes » visent à faire dialoguer des travaux issus de disciplines et d'approches variées sur les dimensions matérielles de l'intégration européenne et de l'européanisation. Là où les études européennes s'intéressent le plus souvent aux séquences de construction d'institutions, de référentiels ou de réseaux intellectuels et professionnels, elles tendent à laisser dans l'ombre d'autres manifestations plus « physiques » de l'intégration européenne. Or les standards techniques, les réseaux d'infrastructures de béton et d'acier, la circulation des flux de personnes, de biens et de valeurs monétaires ou financières structurent *des Europes* qui ne recoupent pas toutes l'Union européenne (UE).

La matérialité de l'Europe est un enjeu pourtant déjà traité par les sciences sociales, notamment par les géographes qui s'intéressent aux échelles et à la construction du territoire européen (Brenner, 2004 ; Lee, 2016) ou par les *Science and Technology Studies* (STS) qui s'intéressent depuis plusieurs décennies au rôle des « infrastructures » techniques dans l'organisation de nos espaces sociaux (Bowker & Star, 1999 ; Star & Ruhleder, 2010). Le sociologue Andrew Barry pense ainsi l'UE comme une machine politique façonnée *par* et *pour* le gouvernement technologique à l'échelle du continent, un « système de systèmes » poussant à l'harmonisation et à la standardisation technique (Barry, 2001). Plus récemment, Brice Laurent s'est intéressé aux « objets européens » et à la finalité matérielle de la standardisation européenne, montrant à quel point celle-ci conduit à une normalisation de notre quotidien matériel (Laurent, 2022). Les historien·nes examinent également les matérialités de l'intégration européenne, notamment celles qui, parallèlement à l'UE, se sont construites par la science, par les lettres ou encore par les réseaux économiques (Högselius et al., 2015 ; Kohlrausch & Trischler, 2018). Tout comme la politique monétaire et ses flux solidarisent les économies continentales (Mourlon-Druol, 2012), la construction des fonds d'archives européens a contribué à des rapprochements politiques et à l'établissement d'un fonds scientifique et politique commun dans de multiples « boîtes » matérialisables (Le Boulay, 2019).

Dans les études européennes, l'intérêt pour les flux européens a plus particulièrement suscité des travaux sur les projets d'infrastructures transnationales qui, notamment dans les domaines des transports et de l'énergie (Badenoch & Fickers, 2010 ; Vickerman, 1994), nourrissent une stratégie matérielle d'unification de l'Europe par des « corridors transeuropéens ». Citons aussi les études sur les lieux concrets des politiques européennes. Des enquêtes à la croisée de la géographie et de la sociologie ont ainsi cherché à cartographier les manifestations urbaines du pouvoir européen, matérialisant les liens entre acteurs publics et privés dans la gestion des affaires européennes (Laurens et al., 2012 ; Van

Criekingen et al., 2005). Plus récemment, Yves Mettler, dans son travail recensant les « places de l'Europe » dans les villes du Vieux Continent (Mettler, 2021), et Ludovic Lamant, à travers son livre *Bruxelles Chantiers* (Lamant, 2018), ont tous deux exploré les dynamiques urbaines et les représentations sociales liées à une intégration européenne technique et impersonnelle, mettant en lumière les transformations architecturales et les espaces fonctionnels de béton dans des quartiers modernistes de l'Europe. Les aspects matériels de l'Europe intéressent également l'économie politique, qui analyse les flux matériels et financiers qui sous-tendent le continent ainsi que les effets économiques des politiques européennes, à l'image des travaux sur les infrastructures du « capitalisme vert » (Gabor & Sylla, 2023), les conséquences inégalitaires des politiques monétaires (Fontan et al., 2016), le renforcement du pouvoir de la finance par les infrastructures matérielles (Braun & Koddenbrock, 2022), ou les transformations des infrastructures économiques de la production en Belgique, au cœur même de l'Europe (Evrard & Piron, 2023). Les études environnementales, enfin, ont beaucoup à nous apprendre, lorsqu'elles s'intéressent à des transformations physiques de l'Europe à l'origine de changements dans les infrastructures et dans l'organisation spatiale du quotidien (Aguiar et al., 2018 ; Friedrich et al., 2023).

Ces journées d'études ont ainsi pour ambition de (re)croiser les perspectives thématiques et disciplinaires sur l'Europe saisie par ses matérialités, particulièrement autour de trois axes de questionnement complémentaires : comment étudier les matérialités de l'intégration européenne, et à partir de quelles notions-clés ? Quelle Europe est façonnée par les politiques européennes (et notamment celles-de l'UE), et comment celles-ci sont-elles inversement conditionnées par des facteurs tangibles (territoires, ressources, réseaux) ? Enfin, peut-on dessiner des constructions européennes alternatives à celle de l'UE en suivant les chaînes de valeur, les espaces de standards techniques ou encore les pratiques culturelles qui bornent « d'autres » espaces continentaux ?

Axe 1 - Approcher l'UE par les matérialités : Pourquoi ? Comment ? Avec quelles notions ?

Les contributions pourront tout d'abord interroger les déclinaisons épistémologiques et méthodologiques d'une étude de l'Europe par les matérialités. L'intérêt croissant pour la matérialité dans l'étude de l'Europe a partie liée avec le large succès de la notion d'infrastructure et des approches dites infrastructurelles en STS (Star & Ruhleder, 1996 ; Larkin, 2013). Loin de diminuer l'intérêt de ces travaux, un tel succès nous invite à en dresser et analyser le paysage, pour permettre les rapprochements, comparaisons et confrontations entre approches, au-delà de la simple circulation de mots en vogue.

Les communications pourront d'abord interroger la pertinence particulière d'associer « Europe » et « matérialités ». Les historiens de la technologie Frank Schipper et Johan Schot ont parlé d'un « européanisme infrastructurel » pour désigner l'importance des collaborations infrastructurelles pour la construction européenne (Schot & Schipper, 2011 ; Laak, 2012), qu'il s'agisse du charbon et de l'acier, ou des réseaux de transport et de télécommunications. Prolongeant des analyses d'Andrew Barry et William Walters (2003), les sociologues Sven

Optiz et Ute Tellmann considèrent l'Europe comme « un laboratoire de collectivité infrastructurelle » (*a laboratory of infrastructural collectivity*) (2015). Dans le même temps, l'Europe est prise dans des liens de dépendance matérielle bien au-delà de ses frontières, comme l'illustrent l'actuelle « crise énergétique » ou l'enjeu de l'accès aux « métaux critiques », héritage d'une puissance fondée sur l'extraction coloniale (Hansen & Jonsson, 2015). À un autre niveau, des travaux ont cherché cette dernière décennie à renouveler l'étude de la production matérielle de l'Europe à travers ses sociétés, à rebours d'approches jugées trop exclusivement institutionnelles ou surplombantes. On a ainsi vu se développer des appels à prêter attention au « partage de réalités matérielles » (Azoulai, 2022), que ce soit dans l'expérience des transports et des frontières européennes, ou dans l' « européanisation de la vie quotidienne » (Recchi et al., 2019).

Les contributions pourront également examiner la variété des conceptions de la matérialité qui traverse ces différentes recherches ; depuis les travaux qui, s'intéressant à l'Europe, traitent d'objets matériels sans mettre leur dimension physique au cœur de l'analyse, jusqu'aux recherches relevant du design qui entendent intervenir sur l'environnement des activités humaines, en passant par celles qui s'interrogent sur les conséquences tangibles de choix politiques ou sur les origines matérielles de dynamiques européennes. Ce premier axe entend mettre cette diversité en discussion et en rapport avec les méthodes et outils d'enquête mobilisés. On pourra par exemple s'interroger sur les apports de l'ethnographie préconisée par les *infrastructure studies* (Star, 1999). En quoi le prisme de la matérialité transforme-t-il la pratique de l'ethnographie dans les études européennes ? Quels défis se posent aux enquêteur·ices lorsque l'objet de l'ethnographie se déplace vers la question matérielle ? Inversement, comment les travaux sur la matérialité appréhendent-iles empiriquement les enjeux européens ? En quoi la question européenne peut-elle inviter à faire évoluer les méthodes d'enquête ou les objets des travaux sur la matérialité ?

Cet axe accueillera enfin les communications qui s'efforcent de situer l'entrée par les matérialités par rapport à d'autres approches concernant les rapports de pouvoir et de détermination. Une large part de la littérature, notamment en STS, souligne le caractère structurant de certains dispositifs – a fortiori ceux qualifiés d'infrastructures. Comment ce « pouvoir de la matérialité » de l'UE se confronte-t-il à d'autres formes de pouvoir – symboliques, économiques, politiques ? Quelles précautions méthodologiques et théoriques convient-il d'adopter pour éviter les écueils d'un déterminisme matérialiste ou technique ?

Axe 2 – L'UE comme facteur et comme produit des matérialités européennes

Cet axe invite à questionner les principaux concepts associés à l'européanisation – construction, intégration, régulation, identité, marché unique, libéralisation – sous l'angle de leur matérialité. Les travaux de Brice Laurent sur l' « harmonisation », constituent à ce titre une source d'inspiration, le sociologue ayant examiné les rapports entre productions légales et pratiques matérielles qui sous-tendent l'existence d'« objets européens » (Laurent, 2022). Quelle(s) signification(s) ces notions ô combien abstraites prennent-elles lorsqu'on les interroge sous l'angle de leurs empreintes physiques ? En quoi une approche par leurs sources

et conséquences physiques (sur l'espace, la matière, les réseaux humains et techniques…) permet-elle de mieux saisir les tensions dans la construction européenne et, éventuellement, ses spécificités par rapport à d'autres processus d'intégration (nationale ou régionale, antérieurs ou contemporains) ?

Il s'agit d'examiner plus avant les avantages d'une étude de l'intégration européenne ou l'européanisation par leurs ressorts matériels. Nous en suggérons deux, sans viser l'exhaustivité. En premier lieu, une telle approche se prête tout particulièrement à une pratique de l'interdisciplinarité, notamment par le dialogue avec des disciplines susceptibles d'éclairer les propriétés des objets étudiés et leurs transformations. Plus largement, il y a là l'occasion de franchir la frontière entre les travaux « sur l'Europe » et les travaux « en Europe » ou « par l'Europe » – selon que l'intégration européenne constitue pour les recherches un objet spécifique, une toile de fond ou un terrain d'enquête. Certaines notions-clés de la géographie ou des *STS* irriguent désormais les études européennes : territoires, espaces, réseaux et traductions offrent autant de façons de rendre compte des échelles et des mécanismes de l'intégration européenne.

Le dialogue interdisciplinaire nous semble à même d'éclairer la façon dont les politiques et les réglementations de l'Union européenne affectent l'organisation de la production ou de la vie sociale sur le continent, la façon dont elles peuvent façonner, faire et défaire des territoires. Attribut essentiel de la souveraineté étatique, le contrôle du territoire est en effet remis en cause par les politiques de l'UE qui dessinent de nouveaux territoires thématiques, comme dans le cadre de la protection de la biodiversité (Rivière, 2021). Citons également le renouveau de la politique industrielle, qui à l'ère des batteries électriques, de l'hydrogène et plus globalement d'un nouvel extractivisme (del Mármol & Vaccaro, 2020 ; Laurent & Violle, 2024), est au cœur de nouveaux projets susceptibles de redessiner le continent, voire d'autres endroits du monde lors que s'exportent les règles, les pratiques et les impératifs productifs européens (Bradford, 2021 ; Crochet, 2022). Il y a là matière à interroger l'action européenne sous l'angle de l'exploitation (économique), qu'elle soit intra-européenne ou se déroule dans un environnement post-colonial ou asymétrique.

Une approche par la matérialité permet, ensuite, de renouveler les connaissances sur le travail des institutions européennes et des groupes d'intérêts ou acteurs privés qui les entourent, tout en déjouant le tropisme administratif et institutionnel qui caractérise souvent l'étude de la construction européenne. Les contributions à cet axe pourront ainsi porter sur les configurations concrètes, les lieux et les outils du travail politique européen, à l'image des propositions de Jean-Marc Weller (2018) pour les administrations françaises, ou du programme luxembourgeois BurEU sur les liens entre architecture et travail bureaucratique européen. Il s'agit de (re)passer au crible les lieux de pouvoir de l'Europe politique, qui disparaissent souvent dans l'étude des règlements ou des notes qu'on y produit, en remettant au centre de l'analyse les agencements sociotechniques qui produisent (ou empêchent de produire) de la norme ou de la décision européenne.

Axe 3 – Les Europes alternatives à l'UE produites et projetées par les matérialités

Si l'axe 2 s'interroge sur l'UE comme facteur et produit de matérialités, cet axe 3 s'interroge plutôt sur la construction d'Europes matérielles alternatives à l'UE, qu'elles soient plus larges ou plus restreintes. L'unification matérielle de l'Europe s'est en effet manifestée à plusieurs reprises dans l'Histoire du continent, et ce bien avant ou parallèlement à la création des seules Communautés européennes. Par exemple, dès les grandes entreprises impériales ibériques de la fin du XVIIe siècle, l'Europe s'est vue connectée par des réseaux postaux (Moreno-Cabanillas, 2024) ; des réseaux ferroviaires européens ont été ébauchés au XIXe siècle (Martí-Henneberg, 2021). En revanche, des barrières matérielles ont pu contrecarrer certains rapprochements : ainsi les deux guerres mondiales et le rétablissement de frontières physiques comme le Rideau de fer ont entravé, au moins temporairement, les connexions transnationales établies lors des décennies précédentes (Högselius et al., 2015).

Le poids des politiques publiques communautaires sur l'intégration du continent rend l'existence d'Europes matérielles totalement distinctes de l'UE peu probable. En revanche, la disjonction entre les frontières administratives de l'UE et ses frontières matérielles a bien été mise en évidence (Opitz & Tellmann, 2016). Andrew Barry rappelait par exemple que les « zones technologiques » les espaces géographiques dessinés par la circulation des standards techniques et légaux correspondent de moins en moins aux frontières administratives des États (Barry, 2006), ce constat étant valable pour l'UE. Le cas de l'Aire synchronisée continentale européenne du réseau électrique illustre bien ce décalage entre le matériel et le formel, puisqu'il associe plusieurs États non-membres de l'UE tout en n'incluant pas tous les États-membres. L'association de l'Ukraine à ce réseau, nécessitant pour ce faire l'intervention rapide du Réseau européen des Opérateurs de transmission système, a récemment été suivie d'une déclaration visant à intégrer l'Ukraine au marché de l'électricité de l'UE. Si certaines zones technologiques peuvent déborder l'UE, d'autres peuvent au contraire diviser le territoire. Un exemple est fourni par l'Espace ferroviaire unique européen, dont l'unicité est limitée par l'existence de territoires ayant adopté l'écart « standard » des rails (1,435 mètre) et d'autres ayant préféré un écart plus large (Péninsule ibérique, pays baltes) - une division matérielle qui a fait l'objet d'encore peu d'études en sciences sociales, alors même que plusieurs développements géopolitiques récents en signalent l'importance - l'Ukraine ayant par exemple construit une voie adoptant l'écart standard des rails.

Là encore, l'étude des Europes alternatives à l'UE invite à une approche interdisciplinaire, pour tenir ensemble réflexions sur les différents régimes régulatoires, recherches sur l'histoire des territoires, analyses sur les possibilités et entraves techniques à la constitution de zones technologiques transeuropéennes et étude des acteurs permettant la coexistence ou la différenciation de ces différentes Europes matérielles.

Modalités pratiques

Ces journées se tiendront les 22 et 23 juin 2026 à l'université de Liège et sont ouvertes aux chercheur·ses de toutes disciplines des sciences humaines et sociales, ou pratiquant l'interdisciplinarité entre sciences sociales et sciences naturelles et physiques.

Les propositions de communication ne devront pas excéder 500 mots, en français ou en anglais, et comporter les éléments suivants : titre, présentation synthétique du contenu, ainsi qu'une brève biographie de son auteur·ice (max. 5 lignes). Elles sont attendues à l'adresse eumats@proton.me avant le 19 décembre 2025.

Une réponse sera transmise par les organisateur·ices au plus tard le 6 février 2026. Afin de nourrir les discussions, le support écrit des communications sera à envoyer avant le 1er juin 2026. Les journées d'étude pourront donner lieu à une publication collective dont les détails seront à décider ultérieurement.

Comité d'organisation

Damien Piron – Université de Liège
Jérôme de Cooman - Université de Liège
Julien Bois - Université de Liège

Comité de sélection

Julien Bois – Université de Liège (Belgique)
Laurène Le Cozanet – European University Institute (Italie)
Camille Rivière – ENGIE Lab CRIGEN (France)
Antonin Thyrard – Université Sorbonne Paris Nord, IDPS(France)

Bibliographie

Aguiar, F.C., Bentz, J., Silva, J.M.N., Fonseca, A.L., Swart, R., Santos, F.D., Penha-Lopes, G., 2018. « Adaptation to climate change at local level in Europe: An overview ». *Environmental Science & Policy*, 86, 38–63.

Azoulai, L., 2022. « The law of European society ». *Common Market Law Review*, 59, 203–214.

Badenoch, A., Fickers, A., 2010. *Materializing Europe: Transnational Infrastructures and the Project of Europe*. Palgrave Macmillan, New York, NY.

Barry, A., 2001. *Political Machines: Governing a Technological Society*. Continuum, New Brunswick, NJ.

Barry, A., 2006. « Technological Zones ». *European Journal of Social Theory*, 9(2), 239–253.

Barry, A., Walters, W., 2003. « From EURATOM to “Complex Systems”: Technology and European Government ». *Alternatives*, 28, 305–329.

Boulay, M.L., 2019. « Mettre l’Europe en boîtes: L’édification des archives historiques de l’Union européenne ». *Revue française de science politique*, 69, 25–45.

Bowker, G.C., Star, S.L., 1999. *Sorting things out: classification and its consequences*, *Inside technology*. MIT Press, Cambridge, Mass.

Bradford, A., 2021. *The Brussels Effect: How the European Union Rules the World*. Oxford University Press Inc, New York.

Braun, B., Koddenbrock, K., 2023. *Capital Claims: Power and Global Finance*. Routledge, London ; New York, NY.

Brenner, N., 2004. *New state spaces: urban governance and the rescaling of statehood*. Oxford University Press, Oxford New York.

Crochet, V., 2022. « Trade Defence Instruments: A New Tool for the European Union's Extractivism ». *European Journal of International Law* 33, 381–410.

del Mármol, C., Vaccaro, I., 2020. « New extractivism in European rural areas: How twentieth first century mining returned to disturb the rural transition ». *Geoforum* 116, 42–49.

Evrard, Z., Piron, D., 2023. *Le(s) néolibéralisme(s) en Belgique: Cadre macroéconomique, applications sectorielles et formes de résistance*. Academia, Louvain-la-Neuve.

Fontan, C., Claveau, F., Dietsch, P., 2016. « Central banking and inequalities: Taking off the blinders ». *Politics, Philosophy & Economics* 15, 319–357.

Friedrich, J., Holz, J., Koch, P., Pungas, L., Eversberg, D., Zscheischler, J., 2023. « Rural bioeconomies in Europe: Socio-ecological conflicts, marginalized people and practices ». *GAIA - Ecological Perspectives on Science and Society* 32, 219–224.

Hansen, P., Jonsson, S., 2015. *Eurafrica*. Bloomsbury Academic, London.

Gabor, D., Sylla, N.S., 2023. « Derisking Developmentalism: A Tale of Green Hydrogen ». *Development and Change* 54, 1169–1196.

Högselius, P., Kaijser, A., van der Vleuten, E., 2015. *Europe's Infrastructure Transition. Economy, War, Nature*. Palgrave Macmillan, Basingstoke.

Kohlrausch, M., Trischler, H., 2018. *Building Europe on Expertise: Innovators, Organizers, Networkers*, 1st ed. 2014 édition. Palgrave Macmillan, Basingstoke, Hampshire New York, NY.

Laak, D. van, 2023. *Lifelines of Our Society: A Global History of Infrastructure*, *Infrastructures*. MIT Press, Cambridge, MA, USA.

Lamant, L., 2018. *Bruxelles chantiers: Une critique architecturale de l'Europe*. Lux Éditeur.

Larkin, B., 2013. « The Politics and Poetics of Infrastructure ». *Annual Review of Anthropology* 42, 327–343.

Laurens, S., 2012. « Des entre-soi "cosmopolites" aux sociabilités intenses ? Enquête sur l'individualisation paradoxale de la pratique sportive dans un club bruxellois ». *Regards Sociologiques* 35–59.

Laurens, S., Marchan, F., Criekingen, M.V., 2012. « Il faut de tout pour faire un monde clos ». *Actes de la recherche en sciences sociales* n° 195, 78–97.

Laurent, B., 2022. *European Objects: The Troubled Dreams of Harmonization*, *Inside Technology*. MIT Press, Cambridge, MA, USA.

Laurent, B., Violle, A., 2025. « Scaling Up or Deep Scaling? Problematizing the Scalability Imperative in Technological Innovation ». *Science, Technology, & Human Values* 50, 419–446.

Lee, R., 2016. « Making Europe: towards a geography of European integration », in: *Shared Space: Divided Space*. Routledge.

Martí-Henneberg, J., 2021. « From State-Building to European Integration: The Role of the Railway Network in the Territorial Integration of Europe, 1850–2020 ». *Social Science History*, Vol 45, n° 2, 221–31.

Mettler, Y., 2021. *Atlas Europe Square*. Urbanomic, Falmouth, United Kingdom.

Moreno-Cabanillas, R., 2024. « The Reform of the Postal System Between Spanish and Portuguese Empires in a Global and Comparative Perspective ». *Monde(s)* n° 26(2), 31–49.

Mourlon-Druol, E., 2012. *A Europe Made of Money: The Emergence of the European Monetary System*. Cornell University Press, Ithaca.

Opitz, S., Tellmann, U., 2015. « Europe as Infrastructure: Networking the Operative Community ». *South Atlantic Quarterly* 114, 171–190.

Opitz, S., Tellmann, U., 2016. « Europe's Materialism: Infrastructures and Political Space ». Limn 7, en ligne.

Recchi, E., Favell, A., Apaydin, F., Barbulescu, R., Braun, M., Ciornei, I., Cunningham, N., Medrano, J.D., 2019. *Everyday Europe: Social transnationalism in an unsettled continent*. Policy Press, Bristol.

Rivière, C., 2021. *Le gouvernement de la biodiversité européenne : expertise, contractualisation et infrastructure de financement. Natura 2000 en France (1988-2016)* (Thèse de doctorat). EHESS, Paris.

Schot, J., Schipper, F., 2011. « Experts and European transport integration, 1945–1958 ». *Journal of European Public Policy* 18, 274–293.

Vickerman, R., 1994. « Transport Infrastructure and Region Building in the European Community ». *JCMS: Journal of Common Market Studies* 32, 1–24.

Weller, J.-M., 2018. *Fabriquer des actes d'Etat*. Economica, Paris.